

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

6 JUIIN 2011

Proposition de résolution en vue de la reconnaissance du Sud-Soudan par la Belgique

(Déposée par MM. Karl Vanlouwe
et Louis Ide)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de résolution demande au gouvernement de reconnaître le Sud-Soudan dès que celui-ci aura proclamé son indépendance, le 9 juillet 2011. Lors du référendum démocratique de janvier 2011, 98 % des votants se sont prononcés en faveur de l'indépendance. La présente proposition de résolution propose également un tour d'horizon de l'histoire du Soudan afin de préciser les motivations des velléités indépendantistes du Sud-Soudan.

Aperçu historique

Colonie

En 1899, le sultanat du Darfour est annexé au Soudan. Le pays est dirigé en collaboration avec un gouverneur général égyptien, de manière à préserver son unité; mais en réalité, il est gouverné depuis Londres comme une colonie britannique. De 1924 à l'indépendance en 1956, les Britanniques reconnaissent les différences entre le nord musulman et le sud chrétien, en menant une politique différenciée dans les deux régions.

Indépendance

En Égypte, la monarchie est abolie en 1952, au cours de la révolution égyptienne, et les nouveaux dirigeants entendent maintenir un lien étroit avec le Soudan et affaiblir, dans le même temps, le lien qui

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

6 JUNI 2011

Voorstel van Resolutie tot de erkenning van Zuid-Soedan door België

(Ingediend door de heren Karl Vanlouwe
en Louis Ide)

TOELICHTING

Dit voorstel van resolutie vraagt de regering om Zuid-Soedan te erkennen zodra deze de onafhankelijkheid uitroept op 9 juli 2011. In het democratisch referendum van januari 2011 sprak 98 % van de stemgerechtigden zich uit voor onafhankelijkheid. Eveneens biedt dit voorstel van resolutie een historisch overzicht van Soedan om de beweegredenen van het onafhankelijkheidsstreven van Zuid-Soedan verder te duiden.

Historisch overzicht

Kolonie

In 1899 wordt het sultanaat Darfoer bij Soedan gevoegd. Samen met een Egyptische gouverneur-generaal wordt het land geleid om het bijeen te houden, maar in realiteit wordt het als een Britse kolonie vanuit Londen geregeerd. Van 1924 tot de onafhankelijkheid in 1956 erkenden de Britten de verschillen tussen het islamitische noorden en het christelijke zuiden door een verschillend beleid te voeren in beide regio's.

Onafhankelijkheid

In Egypte werd in 1952 de monarchie afgeschaft tijdens de Egyptische Revolutie, en wilden de nieuwe machthebbers een sterke band met Soedan behouden en de die van de Britten verzwakken. Door officieel

unit le pays aux Britanniques. En renonçant officiellement à sa souveraineté sur le Soudan, l'Égypte veut inciter les Britanniques à lui emboîter le pas. L'administration centrale à Khartoum s'affaiblit, malgré le soutien politique et financier de la Grande-Bretagne. Ce n'est que le 1^{er} janvier 1956 que la Grande-Bretagne accorde l'indépendance au Soudan, en accord avec l'Égypte.

Guerres civiles

La première guerre civile entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan éclate en 1955, avant l'indépendance. Les Soudanais du sud craignaient alors que la nouvelle nation soudanaise ne soit dominée par le nord, qui, historiquement, partage avec l'Égypte des liens plus forts, une même religion et une même composition ethnique. En outre, le fait que les Britanniques aient gouverné le Soudan comme deux entités distinctes joue un rôle non négligeable.

La guerre se poursuit jusqu'en 1972, année de la signature, à Addis Abeba, d'un accord de paix qui fait du sud une région autonome et dotée de son propre gouvernement, à l'intérieur du Soudan.

Motivé par la découverte de gisements pétroliers dans le sud, le président Nimeiry tente alors, en 1983, de replacer cette région sous l'autorité de Khartoum en créant une fédération. En réaction, un mouvement de libération (*Sudan's People Liberation Movement* — SPLM), dirigé par John Garang, est mis en place, déclenchant ainsi une nouvelle guerre civile. Le régime de Khartoum décrète la charia dans tout le pays.

La guerre civile touche principalement le sud et aggrave la situation en provoquant une énorme famine qui fait des centaines de milliers de victimes. De très nombreux habitants du sud sont faits prisonniers et contraints à l'esclavage.

Ce qui présente alors de nombreuses caractéristiques d'un énième conflit africain entre le nord et le sud est en réalité beaucoup plus complexe. Les Dinkas, chrétiens animistes du SPLM/A, combattent les musulmans du nord. Quant aux Nuers, chrétiens animistes de l'UDSF, au sud, ils se battent contre les Dinkas, c'est-à-dire aux côtés des musulmans. Mais les Nuers opèrent également depuis l'Éthiopie et certains d'entre eux combattent aux côtés des Dinkas. Parfois même, ils changent de camp par opportunisme.

En 1989, Omar el-Béchir et un groupe d'officiers de l'armée mènent un coup d'État sans violence. Le nouveau régime déclare tous les partis politiques hors-la-loi et instaure la charia au niveau national. L'oppression va plus loin encore: les associations et rassemblements sont interdits, au même titre que les

afstand te doen van hun soevereiniteit over Soedan wilde men de Britten tot hetzelfde aanzetten te doen. Het centrale bestuur in Khartoem verzwakte ondanks de politieke en financiële steun van Groot-Brittannië. Pas op 1 januari 1956 zou Groot-Brittannië in overeenkomst met Egypte Soedan de onafhankelijk verlenen.

Burgeroorlogen

In afwachting van de onafhankelijkheid breekt in 1955 de eerste burgeroorlog uit tussen Noord en Zuid-Soedan. De zuidelijken vreesden dat de nieuwe Soedanese natie gedomineerd zou worden door de noordelijken, die met Egypte historisch betere banden en eenzelfde religie en etnische samenstelling delen. Het feit dat de Britten Soedan als twee afzonderlijke entiteiten regeerden had hier ook geen onbelangrijke rol in.

De oorlog duurde tot 1972 wanneer in Addis Abeba een vredesverdrag werd getekend dat ervoor zorgde dat het zuiden een autonome regio werd binnen Soedan en eigen regering kreeg.

Gedreven door de pas ontdekte oliebronnen in het Zuiden probeert president Nimeiry in 1983 het zuiden terug onder gezag van Khartoem te brengen door een Federatie op te richten. Als reactie werd er in het zuiden onder leiding van John Garang een vrijheidsbeweging (*Sudan's People Liberation Movement-SPLM*) opgericht, die de burgeroorlog opnieuw deed losbarsten. Het regime in Khartoem kondigde de sharia af en deze wordt over het gehele land ingevoerd.

De burgeroorlog treft het zuiden het hardst en verergert de situatie door een enorme hongersnood die honderdduizenden slachtoffers maakt. Zuiderlingen worden massaal gevangen genomen en in de slavernij gedwongen.

Wat toen leek op de zoveelste Afrikaanse strijd tussen noord en zuid, was in realiteit veel complexer. De christelijk-animistische Dinka's van de SPLM/A vochten tegen de noordelijke islamieten. De zuidelijke christelijk-animistische Nuer van de UDSF vochten op hun beurt tegen de Dinka's, dus samen met de islamieten. De Nuer opereerden ook vanuit Ethiopië en sommige Nuer vochten mee met de Dinka. Soms wisselde ze posities — om opportunistische redenen.

In 1989 voeren Omar al-Bashir en een groep militaire officieren een geweldloze staatsgreep uit. Het nieuwe regime stelt alle politieke partijen buiten de wet en voert de sharia in op nationaal niveau. De onderdrukking gaat verder door verenigingen te verbieden net als onafhankelijke dagbladen, kritische

journaux indépendants; les journalistes critiques envers le régime sont emprisonnés. Le sud est reconquis jusqu'aux frontières avec le Kenya et l'Ouganda. Le régime sème la terreur dans la population avec des hélicoptères de combat et des bombardiers, et plus de quatre millions de personnes fuient la région. Selon les estimations, ces violences font deux millions de victimes civiles. L'état de guerre permanent pousse le pays au bord du gouffre, il n'y a plus d'économie, la pénurie alimentaire règne partout et de nombreuses personnes périssent.

L'accord de paix de Naivasha

Après plus de vingt-deux années de guerre civile, l'accord de paix de Naivasha (*Comprehensive Peace Agreement*, CPA) est signé en 2005 par le président soudanais el-Béchir et John Garang, le représentant du Sud-Soudan, au terme de deux années d'intenses négociations. La région du sud se voit accorder l'autonomie régionale pendant six ans, ainsi que la promesse d'une consultation populaire sur l'indépendance à l'issue de cette période. Pour la première fois, un co-vice-président provenant du sud est mis en place et la répartition des revenus du pétrole fait l'objet d'un arrangement.

John Garang, le charismatique leader du Sud, décède dans un accident d'hélicoptère peu de temps après la signature du traité de paix. Salva Kiir lui succède.

Pendant six ans, la MINUS (Mission des Nations unies au Soudan) tente de maintenir la paix, mais ne parvient pas à empêcher une nouvelle escalade dans le conflit après que les principaux groupes rebelles, mécontents de la lenteur de la mise en œuvre du traité de paix, y renoncent en 2005.

Une guérilla éclate dans les régions sud et est du Soudan, faisant de 200 000 à 400 000 victimes et plus de 2,5 millions de réfugiés. Le Tchad, pays voisin, ne peut faire face au flot de réfugiés et ses relations diplomatiques avec le Soudan sont au plus mal.

Abyei

La ville d'Abyei se trouve dans la zone frontalière entre le Nord et le Sud, dans la vallée de Muglad, un rift au sous-sol très riche en pétrole. Durant les années '90, d'importants investissements ont été réalisés dans l'industrie pétrolière de cette région et, en 2003, la ville d'Abyei prenait à son compte plus d'un quart de la production pétrolière du pays, avec 76 600 barils par jour. Ce niveau n'a plus jamais été égalé par la suite, et il ne représentait plus que

journalistes belanden in de gevangenis. Het zuiden wordt opnieuw veroverd tot aan de grenzen met Kenia en Oeganda. De bevolking wordt geterroriseerd met gevechtshelikopters en bommenwerpers, en meer dan vier miljoen mensen slaan op de vlucht. Naar schatting vallen er twee miljoen burgerslachtoffers. De constante staat van oorlog brengt het land naar de afgrond, er is geen economie meer, er heerst voedselschaarste en velen komen om.

Het Vredesverdrag van Naivasha

Na meer dan tweeëntwintig jaar burgeroorlog werd in 2005 door de Soedanese president al-Bashir en John Garang, die Zuid-Soedan vertegenwoordigt, het Naivasha vredesverdrag ondertekend (*Comprehensive Peace Agreement*, CPA). Hieraan gingen twee jaar aan intensieve onderhandelingen vooraf. De zuidelijke regio wordt gedurende zes jaar regionale autonomie geschonken met een belofte van een volksraadpleging over onafhankelijkheid aan het einde hiervan. Voor het eerst wordt er een co-vice president uit het Zuiden geïnstalleerd en wordt er een regeling getroffen over het verdelen van de olieopbrengsten.

De charismatische leider van het Zuiden John Garang kwam niet lang na het vredesverdrag om in een helikoptercrash en wordt opgevolgd door Salva Kiir.

Gedurende de zes jaar probeert de UNMIS (*UN Mission to Sudan*) van de Verenigde Naties de vrede te bewaren, maar dit is niet genoeg om een nieuwe escalatie van het conflict te vermijden nadat de grootste rebelgroepen zich in 2005 terugtrekken uit het vredesverdrag uit ongenoegen met de trage implementatie ervan.

Een guerrillastrijd barst los in de zuidelijk en oostelijke regio's van Soedan wat leidt tot 200 à 400 000 slachtoffers en meer dan 2,5 miljoen vluchtelingen. Buurland Tsjaad kan de vluchtelingen niet blijven opnemen en de diplomatieke betrekkingen met Soedan bevinden zich op een dieptepunt.

Abyei

De stad Abyei bevindt zich in het grensgebied tussen Noord en Zuid, in de Muglad vallei, een riftvallei met een grote oliereserve in de bodem. Deze regio kende tijdens de jaren 1990 grote investeringen in de olie-industrie en tegen 2003 was Abyei met 76 600 vaten per dag verantwoordelijk voor meer dan een vierde van de nationale olieoutput. Dit niveau werd later niet meer gehaald, en in 2009 daalde dit tot 23 000 vaten. Een belangrijke oliepijplijn loopt ook

23 000 barils par jour en 2009. Un oléoduc important, crucial pour les exportations vers la Mer Rouge, traverse également la région d'Abyei.

L'Accord de paix global (APG) de 2005 allait charger la Commission sur les frontières d'Abyei (*Abyei Boundaries Commission, ABC*) de redessiner les frontières de la région, avant d'être soumis à la population locale par voie de référendum. Les experts indépendants conclurent dans leur rapport que la frontière se situerait à 87 km au nord d'Abyei, ce que le régime de Khartoum rejeta presque immédiatement. La mort de John Garang, le même mois, fit capoter ce projet.

Des accrochages ayant à nouveau opposé plusieurs milices locales, fin 2007, il fut décidé de saisir la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de ce litige frontalier. Après avoir entendu les parties concernées, celle-ci décida qu'il fallait redessiner les frontières tracées par l'ABC, de manière à réduire la superficie de la région. Toutes les parties concernées furent satisfaites de ce verdict.

Depuis le référendum général de janvier 2011, plus de cent personnes ont perdu la vie dans les environs d'Abyei, au cours d'un conflit sur la question de savoir quelles tribus pourraient participer au référendum sur les nouvelles frontières. Ce référendum n'a toujours pas eu lieu à ce jour.

Entre-temps, cinq groupes rebelles du sud se sont rassemblés sous le commandement du général George Athor en vue de contraindre le gouvernement régional de Salva Kiir à respecter les droits des minorités. Ces rebelles sont de plus en plus soutenus, notamment par des soldats qui désertent le SPLM de Kiir.

Campagne internationale

Le Soudan a bénéficié d'un soutien massif de la communauté internationale pour l'organisation du référendum. L'Union européenne a dépêché cent dix observateurs en provenance de tous les États membres; la Russie, le Japon, l'Afrique du Sud et la Chine ont fait de même. Le président américain Obama est parvenu à associer la Chine au référendum, en attirant son attention sur le fait que les investissements chinois dans le secteur pétrolier ne pourront être fructueux que si le Soudan peut enfin devenir un pays stable.

*
* *

door de regio van Abyei, die cruciaal is voor de export naar de Rode Zee.

Het Alomvattend Vredesverdrag (CPA) van 2005 zou de grenzen van de regio laten hertekenen door de Abyei Grenscommissie (ABC) en zou later door middel van een referendum aan de lokale bevolking voorgelegd worden. De onafhankelijke experts concludeerden in hun rapport dat de grens 87 km ten noorden van Abyei zou komen te liggen, maar het regime in Khartoem verwierp dit vrijwel onmiddellijk. De dood van John Garang later in dezelfde maand deed de zaak op de lange baan belanden.

Nadat eind 2007 opnieuw schermutselingen uitbarstten tussen lokale milities werd beslist het Permanent Hof van Arbitrage in Den Haag te laten oordelen over het grensgeschil. Deze besliste na hoorzittingen met de betrokken partijen dat de grenzen opgesteld door het ABC moesten hertekend worden zodat de regio kleiner moest worden. Alle betrokken partijen konden zich in dit verdict terugvinden.

Sinds het algemeen referendum in januari 2011 vielen meer dan honderd doden rond Abyei tijdens een conflict over welke stammen zouden mogen stemmen in het referendum over de nieuwe grenzen. Dit referendum heeft vooralsnog niet plaatsgevonden.

Ondertussen hebben vijf Zuidere rebelligroeperingen zich verenigd onder leiding van generaal George Athor om de regionale regering van Kiir te dwingen de rechten van de minderheden te respecteren. Zij krijgen meer en meer steun, onder andere van soldaten die het SPLM van Kiir verlaten.

Internationale campagne

Voor de organisatie van het referendum kreeg Soedan massaal steun van de internationale gemeenschap. De Europese Unie stuurde honderdentien observatoren van alle lidstaten, net als van Rusland, Japan, Zuid-Afrika en China. De Amerikaanse president Obama heeft China kunnen betrekken bij het referendum, door het land erop te wijzen dat de Chinese investeringen in de oliesector er enkel wel bij zullen varen indien Soedan eindelijk stabiel kan worden.

Karl VANLOUWE.
Louis IDE.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. ayant pris connaissance des résultats du référendum sur l'indépendance de la région sud du Soudan, lors duquel on a enregistré un taux de participation de 98 % et à l'issue duquel une majorité de 98,83 % s'est déclarée en faveur de l'indépendance;

B. vu le déroulement pacifique du référendum qui a eu lieu du 9 au 15 janvier 2011 et que les observateurs internationaux ont qualifié de démocratique;

C. vu le soutien apporté à l'organisation de ce référendum par l'Union européenne et par d'autres organisations internationales;

D. considérant que le référendum a été organisé de la manière prévue par l'accord de paix de Naivasha conclu en 2005 entre le gouvernement soudanais et le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM), lequel accord a mis fin à la deuxième guerre civile soudanaise;

E. renvoyant aux déclarations et à la promesse du président soudanais el-Béchir garantissant un droit de sécession en faveur de la région sud et assurant que son régime respecterait le résultat du référendum;

F. considérant que l'article 1^{er} du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) dispose que « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes » et qu' « en vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel »;

G. considérant que l'article 73 de la Charte des Nations unies dispose que « les Membres des Nations unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin :

a) d'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus;

b) de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politi-

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. heeft kennis genomen van de resultaten van het referendum over onafhankelijkheid van de zuidelijke regio van Soedan, waar een opkomst van 98 % met een meerderheid van 98,83 % besliste voor onafhankelijkheid;

B. gelet op het vreedevolle verloop van het referendum dat liep van 9 tot 15 januari 2011, en door internationale waarnemers als democratisch werd beschouwd;

C. gelet op de steun van de Europese Unie en andere internationale organisaties in de organisatie van dit referendum;

D. overwegende dat het referendum werd georganiseerd zoals gestipuleerd in het Naivasha Vredesverdrag van 2005 tussen de Soedanese regering en de Soedanese Volksbevrijdingsbeweging (SPLM), dat de Tweede Soedanese Burgeroorlog beëindigde;

E. verwijst naar de uitspraken en de belofte van de Soedanese president al-Bashir dat de zuidelijke regio een recht to secessie heeft en dat zijn regime de uitslag van het referendum zal respecteren;

F. overwegende dat artikel 1 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke rechten (1966) stipuleert dat « alle volkeren het zelfbeschikingsrecht bezitten. Uit hoofde van dit recht bepalen zij in alle vrijheid hun politieke status en streven zijn vrijelijk hun economische, sociale en culturele ontwikkeling na »;

G. overwegende dat Artikel 73 van het Handvest van de Verenigde Naties stipuleert dat « Leden van de Verenigde Naties die verantwoordelijkheid dragen of aanvaarden voor het bestuur van gebieden waarvan de bevolking nog geen volledig zelfbestuur heeft verworven, erkennen het beginsel dat de belangen van de inwoners van deze gebieden op de eerste plaats komen, en aanvaarden, als een heilige opdracht, de verplichting binnen het in dit Handvest vastgelegde stelsel van internationale vrede en veiligheid, het welzijn van de inwoners van deze gebieden naar beste krachten te bevorderen en, te dien einde :

a) de politieke, economische en sociale vooruitgang van deze volken, alsmede hun vooruitgang op het gebied van het onderwijs, hun rechtvaardige behandeling en hun bescherming tegen misbruiken, te verzekeren, met inachtneming van de nodige eerbied voor hun cultuur;

b) zelfbestuur te ontwikkelen, terdege rekening te houden met de politieke aspiraties van de volken en

ques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement;

c) d'affermir la paix et la sécurité internationales;

d) de favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherche, de coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés au présent article;

e) de communiquer régulièrement au Secrétaire général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les chapitres XII et XIII »;

H. vu l'histoire du Soudan, qui, depuis son indépendance en 1956, n'a connu que onze années de paix et a dû déplorer deux millions de victimes et plus de quatre millions de réfugiés;

I. compte tenu du fait que le Sud-Soudan a été en grande partie ravagé par les guerres civiles, et que les équipements et infrastructures encore présents ne suffisent pas à faire tourner l'économie;

J. vu les missions assignées à la MINUS, chargée de la mise en œuvre de l'Accord de paix global (APG), c'est-à-dire de fournir une aide humanitaire et d'offrir une protection, de promouvoir les droits de l'homme et d'assister la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), et vu que le mandat de la MINUS prend fin le 30 avril 2011;

K. vu la dualité de la population du Soudan, avec au nord une population essentiellement musulmane, d'origine et de langue arabes, et au sud une population chrétienne, animiste et adepte des religions de la nature, principalement d'origine nilotique et non arabophone;

L. compte tenu du fait que la ville d'Abyei ne dispose toujours pas d'un statut clair parce qu'elle se situe sur la frontière de fait entre le Soudan et le Sud-Soudan; compte tenu aussi de la compétence de la

hen bij te staan bij de progressieve ontwikkeling van hun vrije politieke instellingen, overeenkomstig de bijzondere omstandigheden van elk gebied en zijn bevolking en hun verschillende stadia van ontwikkeling;

c) de internationale vrede en veiligheid te bevorderen;

d) de totstandkoming van constructieve op ontwikkeling gerichte maatregelen te bevorderen, het wetenschappelijk onderzoek aan te moedigen en samen te werken, zowel onderling als, zo daartoe aanleiding bestaat, met gespecialiseerde internationale lichamen, met het oog op de praktische verwezenlijking van de in dit artikel genoemde sociale, economische en wetenschappelijke doelstellingen; en

e) met inachtneming van de door overwegingen van veiligheid en door constitutionele overwegingen opgelegde beperkingen, regelmatig aan de Secretaris-Generaal, ter informatie, statistische en andere gegevens van technische aard te doen toekomen, die betrekking hebben op de economische en sociale omstandigheden, alsmede op het onderwijs in de gebieden waarvoor zij onderscheidenlijk verantwoordelijkheid dragen en welke niet behoren tot de gebieden waarop de Hoofdstukken XII en XIII van toepassing zijn »;

H. gelet op de geschiedenis van Soedan, dat sinds zijn onafhankelijkheid in 1956 slechts elf jaar van vrede heeft gekend, twee miljoen slachtoffers heeft geëist, en meer dan vier miljoen mensen op de vlucht heeft doen slaan;

I. gelet op het feit dat Zuid-Soedan grotendeels verwoest is door de burgeroorlogen, en er onvoldoende voorzieningen en infrastructuur aanwezig om de economie te laten draaien;

J. gelet op de taken van UNMIS missie van de Verenigde Naties in staat voor de implementatie van het Alomvattende Vredesverdrag (CPE), zijnde het leveren van humanitaire hulp en bescherming, net als het promoten van de mensenrechten en het bijstaan van de Afrikaanse Unie Missie in Soedan (AUMIS), en dat het mandaat van UNMIS afloopt op 30 april 2011;

K. gelet op de tweeledigheid van de bevolking van Soedan, met in het Noorden een overwegend Islamitisch, van Arabische oorsprong zijnde bevolking die Arabisch spreekt; en in het Zuiden een populatie die het Christendom, animisme en natuurgodsdiensten aanhangt, voornamelijk van Nilotische oorsprong zijn, en niet-Arabische talen spreekt;

L. gelet op het feit dat de stad Abyei nog steeds een niet nader bepaald statuut heeft omdat het op de *de facto* grens ligt van Soedan met Zuid-Soedan, en de bevoegdheid van het Permanent Hof van Arbitrage in

Cour permanente d'arbitrage de La Haye, et étant donné qu'Abyei se trouve dans une région renfermant plus d'un quart des réserves pétrolières du Soudan;

M. vu que plusieurs tribus du Sud-Soudan se sont retournées contre l'Administration régionale du Sud-Soudan à Juba, en réaction à la répression que lui fait subir la tribu Dinka, généralement dominante;

I. demande au gouvernement :

1. de reconnaître la République du Sud-Soudan dès que celle-ci aura proclamé son indépendance, le 9 juillet 2011;

2. d'établir des contacts diplomatiques bilatéraux avec Juba, capitale du Sud-Soudan;

3. de réévaluer les relations diplomatiques actuelles avec le Soudan à la lumière de l'indépendance accordée au Sud-Soudan;

II. demande au gouvernement d'encourager le nouveau régime soudanais et sud-soudanais :

1. à considérer concrètement l'Assemblée législative sud-soudanaise, démocratiquement élue, comme le parlement de la nouvelle république;

2. à respecter les frontières autour de la ville d'Abyei, conformément à la décision de la Cour permanente d'arbitrage;

3. à respecter et à promouvoir la liberté d'expression, la liberté de la presse, ainsi que la liberté d'association et de religion de la population;

4. à respecter les droits des minorités, à réagir à la politique répressive des chefs locaux et à éradiquer la corruption;

5. à respecter l'article 1^{er} du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

6. à respecter l'article 73 de la Charte des Nations unies;

III. demande au gouvernement de prier le Conseil de l'Union européenne (UE) et la Commission européenne :

1. de reconnaître à leur tour la République du Sud-Soudan;

2. de nouer des relations diplomatiques avec la République du Sud-Soudan;

3. de réévaluer les relations diplomatiques actuelles avec le Soudan à la lumière de l'indépendance accordée au Sud-Soudan;

4. de prolonger du 31 août 2011 au 31 décembre 2011 le mandat de Mme Rosalind Marsden en tant que représentant spécial de l'UE au Soudan, afin d'accom-

Den Haag, en het in een regio zit waar meer dan een vierde van de olievoorraden van Soedan zich bevinden;

M. gelet dat verschillende stammen in Zuid-Soedan zich tegen het regionaal bestuur van Zuid-Soedan in Juba hebben gekeerd uit onvrede met de onderdrukking die zij ondergaan van de veelal dominerende Dinka stam;

I. vraagt de regering :

1. de Republiek van Zuid-Soedan te erkennen zodra deze de onafhankelijkheid uitroept op 9 juli 2011;

2. diplomatieke bilaterale contacten op te zetten in de Zuid-Soedanese hoofdstad Juba;

3. de huidige diplomatieke betrekkingen met Soedan opnieuw te evalueren in het licht van de aan Zuid-Soedan verleende onafhankelijkheid;

II. vraagt de regering het nieuwe bewind van Soedan en Zuid-Soedan eraan toe te zetten :

1. de democratisch verkozen Zuid Soedanese Legislatieve Assemblée te gebruiken als parlement van de nieuwe republiek;

2. de grenzen rond de stad Abyei te respecteren zoals overeen gekomen werd met de beslissing van het Permanent Hof van Arbitrage;

3. de vrijheid van meningsuiting, van persvrijheid, van vereniging, van religie van de bevolking te respecteren en aan te moedigen;

4. de rechten van de minderheden te respecteren en op te treden tegen repressief bewind van lokale heersers en de corruptie uit te roeien;

5. artikel 1 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke rechten te respecteren;

6. artikel 73 van het Handvest van de Verenigde Naties te respecteren;

III. vraagt de regering de Raad van de Europese Unie (EU) en de Europese Commissie te verzoeken :

1. de erkenning van Zuid-Soedan eveneens te volgen;

2. diplomatieke betrekkingen aan te knopen met de Republiek van Zuid-Soedan;

3. de huidige diplomatieke betrekkingen met Soedan opnieuw te evalueren in het licht van de aan Zuid-Soedan verleende onafhankelijkheid;

4. het mandaat van EU *Special Representative to Sudan* Rosalind Marsden haar mandaat te verlengen van 31 augustus 2011 tot 31 december 2011 om de

pagner de façon adéquate les premiers mois d'existence du Sud-Soudan en tant que représentante principale de l'Union européenne sur place;

5. d'accorder un soutien plein et entier à l'Union africaine (UA) dans le cadre des opérations de maintien de la paix au Soudan.

7 avril 2011.

eerste maanden van het bestaan van Zuid-Soedan passend te begeleiden als hoofdvertegenwoordiger van de Europese Unie ter plaatse;

5. de Afrikaanse Unie (AU) volle steun te verlenen bij vredesoperaties in Soedan.

7 april 2011.

Karl VANLOUWE.
Louis IDE.